

Merkel vis-à-vis Tsipras : qui bluffe vraiment?



KHALID
ADNANE
ANALYSE

Collaboration spéciale



Angela Merkel

THE ASSOCIATED PRESS



Alexis Tsipras

PHOTO FACEBOOK

Le moins qu'on puisse dire, c'est que rien n'est jamais simple dans la zone euro et que celle-ci a véritablement le sens du drame. En effet, le 1^{er} janvier dernier, au moment où on accueillait avec artifices un 19^e membre, la Lituanie, on surveillait du coin de l'œil un autre membre, la Grèce, qui pourrait bien quitter cette zone très prochainement. C'est que les élections anticipées prévues au pays le 25 janvier ont ramené le spectre de la crise de la zone euro, associé étroitement au risque de défaut grec et ses conséquences sur l'ensemble de la zone. Du coup s'est engagée une sérieuse partie de poker entre le candidat favori de ces élections grecques, Alexis Tsipras, et la chancelière allemande Angela Merkel.

Le renouveau

D'un côté, Tsipras, chef du parti Syriza, Coalition de la gauche radicale, promet s'il est élu premier ministre, de revoir les plans de réformes structurelles imposées à son pays par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international). Il fait valoir que le pays a assez souffert de ces politiques d'austérité, constat partagé, d'ailleurs, par nul autre que le Fonds monétaire international lui-même. Il plaide que dans cette entreprise qui dure depuis près de cinq ans, la Grèce aura perdu plus de 20 % de son PIB et a vu sa dette continuer de grimper pour culminer à plus de 170 % du PIB aujourd'hui.

Donc, dans son programme électoral, il promet un réinvestissement social, une augmentation du salaire minimum, et pour se donner des marges de manœuvre afin de réaliser son programme, il veut, entre autres, rouvrir le chapitre des remboursements exigés dans le cadre de restructuration de la dette grecque, voire la négocier à nouveau.

Et devant un blocage, fort probable d'ailleurs, de la part des partenaires européens, il laisse subtilement entrevoir un éventuel défaut de paiement, une possibilité qui n'a rien de rassurant ni pour la Grèce ni pour l'ensemble de la zone euro.

L'engagement

De l'autre côté, Mme Merkel semble assez catégorique : aucun manquement de la Grèce à ses engagements pris dans le cadre des plans de sauvetage ne sera toléré. La Grèce doit choisir entre assumer ses responsabilités ou la sortie de la zone euro, le fameux « Grexit » (informations coulées cette semaine par le magazine allemand *Der Spiegel*).

Mme Merkel rappelle à la Grèce qu'elle a bénéficié d'une assistance substantielle de la part de ses partenaires européens et que les sacrifices nécessaires doivent être faits, comme l'ont fait, par exemple, les Allemands quelques années plus tôt. En ce sens, la discipline budgétaire est de mise,

car elle représente la seule voie viable et acceptable pour le redressement de la Grèce. Elle avertit aussi que contrairement à l'épisode de 2012, le risque de contagion vers d'autres pays fragiles, comme le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande, est aujourd'hui presque sous contrôle, que la zone s'est dotée de moyens de renforcement comme le fameux pare-feu, le mécanisme européen de stabilité (MES) fort de ses 500 milliards d'euros, sans oublier qu'une union bancaire ait été établie depuis et que la Banque centrale européenne est prête à jouer un plus grand rôle pour apaiser les tensions sur les marchés si la situation l'exige.

Le jeu!

Mais, au-delà de tous ces arguments et de la rhétorique qui l'accompagne, tous les deux savent très bien qu'un défaut de paiement pour la Grèce n'est ni souhaitable ni facile à gérer, tout comme l'est d'ailleurs une possible sortie de la Grèce de la zone euro. En fait, c'est clairement une partie de poker entre les deux joueurs! Et dans ce jeu, Mme Merkel détient

un atout sur M. Tsipras. En fait, ce que la chancelière allemande a réussi à faire, c'est surtout de s'inviter dans la campagne électorale grecque. Ce faisant, elle joue la carte du doute, voire de la peur, afin d'influencer directement l'électorat grec, une sorte de « remake » des élections de 2012. Qui sait, peut-être réussira-t-elle à convaincre les indécis, attachés à l'euro, d'abandonner Alexis Tsipras et son parti Syriza au profit du statu quo et du premier ministre conservateur Antonis Samaras? D'ailleurs, ceux-ci sont déjà nombreux et ils le seront davantage au fur et à mesure que l'échéance électorale approchera.

En ce sens, le décompte est déjà commencé et ce sont les citoyens grecs qui décideront de l'issue de cette partie de poker, pas plus tard que le 25 janvier prochain.

Est-ce que ça sera « business as usual » ou plutôt « rien ne va plus »? Faites vos jeux!

Khalid Adnane est économiste à l'école de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

TRIBUNE LIBRE

Le respect des victimes

Félicitations à *La Tribune* pour son édition de mercredi sur la fusillade survenue à l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, surtout avec la caricature en page couverture du journal qui respecte les victimes, contrairement à d'autres journaux qui ont mis en évidence les photos des tueurs et ainsi fait le jeu de ces endoctrinés, de ces radicaux, qui se vautrent dans de telles publicités.

En second lieu, le fil des événements est bien démontré et les auteurs des textes sont bien documentés et traitent ce carnage avec beaucoup de respect et de réalisme en condamnant ces barbares.

J'ai bien compris les écrits de Luc Laroche, Vincent Marissal et de l'éditorialiste Denis Dufresne, mais avec une petite réserve. Ce dernier condamne le carnage et l'extrémisme et affirme que c'est une attaque contre la démocratie. Mais j'aurais aimé qu'il soit plus clair dans sa citation au sujet de la France, où il écrit « qu'il est vrai que cet hebdomadaire se plaisait à foutre le bordel ». Je suis convaincu que pour M. Dufresne, dénoncer l'extrémisme religieux ou la charia, ce n'est pas foutre le bordel?

Marc Boulianne,
Sherbrooke

Liberté extrêmiste

Je sais que *Charlie Hebdo* existe à Paris. J'ai entendu parler de certaines de ces caricatures jugées offensantes par d'autres. Je ne connais le nom de ses artisans que depuis hier, soit depuis leur assassinat. Je connais peu leur objectif précis ou leur philosophie fondamentale. Par conséquent, mon papier porte sur un enjeu plus large que celui seul de *Charlie Hebdo*. D'autant plus que la tragédie de mercredi met présentement à l'ordre du jour dans les démocraties du monde entier notre concept de la liberté d'expression. Je dis bien « notre », parce que de toute évidence ce n'est pas le monde entier qui l'accepte. Mais restons ici, chez nous, au Canada.

Je suis abasourdi par notre hypocrisie en matière de liberté d'expression. Alors que les « démocraties » s'indignent à juste titre du drame d'hier, ici, au Canada, on suspend des étudiants universitaires dans les Maritimes pour avoir tenu sur internet des propos sexistes et violents l'égard de collègues féminines. Au Québec, on peut voir présentement à la télé une pub dans laquelle des ados sont dans un poste de police pour avoir communiqué des choses pouvant être « illégales » avec leur cellulaire. Quand nos journalistes parlent de criminels parfois même arrêtés sur le fait, ils s'assurent de parler de « suspects » et d'utiliser le conditionnel au lieu de l'indicatif. On peut être poursuivi pour diffamation suite à des propos que l'on tient sur quelqu'un. Par contre, on peut scandaliser des millions de citoyens en tenant des propos qu'ils jugent blasphématoires dans des revues « spécialisées » au nom de la liberté d'expression. Faut-il se surprendre que des individus en deviennent humiliés, exaspérés, désespérés?

De toute évidence, nos sociétés « démocratiques » tolèrent ce qu'elles veulent entendre et condamnent ce qu'elles ne veulent pas entendre.

Serge-André Lapierre,
Sherbrooke